

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

Première session, trente-cinquième législature,
42-43-44 Elizabeth II, 1994-95

STATUTES OF CANADA 1995

LOIS DU CANADA (1995)

CHAPTER 5

CHAPITRE 5

Act to amend the Department of External Affairs Act
and to make related amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires
extérieures et d'autres lois en conséquence

BILL C-47

ASSENTED TO 26th MARCH, 1995

PROJET DE LOI C-47

SANCTIONNÉ LE 26 MARS 1995

CHAPTER 5

AN ACT TO AMEND THE DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS ACT AND TO MAKE RELATED AMENDMENTS TO OTHER ACTS

SUMMARY

This enactment continues the Department of External Affairs under the name of the Department of Foreign Affairs and International Trade, with a presiding minister, the Minister of Foreign Affairs. It changes the French version of the title of the Minister for International Trade (ministre du Commerce extérieur) to the ministre du Commerce international and makes the required changes to the titles of officials of the Department. The Minister for External Relations becomes the Minister for International Cooperation.

CHAPITRE 5

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES ET D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

SOMMAIRE

Le texte maintient le ministère des Affaires extérieures sous la dénomination de ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Le ministre du Commerce extérieur devient, en français, le ministre du Commerce international. Le nom du ministre des Relations extérieures est remplacé par celui de ministre de la Coopération internationale. Les membres du personnel de direction du ministère changent de titre en conséquence.

42-43-44 ELIZABETH II

42-43-44 ELIZABETH II

CHAPTER 5

CHAPITRE 5

An Act to amend the Department of External Affairs Act and to make related amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires extérieures et d'autres lois en conséquence

[Assented to 26th March, 1995]

[Sanctionnée le 26 mars 1995]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. E-22

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES

L.R., ch. E-22

1. The long title of the *Department of External Affairs Act* is replaced by the following:

1. Le titre intégral de la *Loi sur le ministère des Affaires extérieures* est remplacé par ce qui suit :

An Act respecting the Department of Foreign Affairs and International Trade

Loi concernant le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

2. Sections 1 and 2 of the Act are replaced by the following:

2. Les articles 1 et 2 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1. This Act may be cited as the *Department of Foreign Affairs and International Trade Act*.

1. *Loi sur le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international*.

Short title

Titre abrégé

CONTINUATION OF THE DEPARTMENT

MAINTIEN DU MINISTÈRE

Department continued

2. (1) The Department of External Affairs is hereby continued under the name of the Department of Foreign Affairs and International Trade over which the Minister of Foreign Affairs, appointed by commission under the Great Seal, shall preside.

2. (1) Le ministère des Affaires extérieures est maintenu sous la dénomination de ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau.

Maintien du ministère

Minister

(2) The Minister of Foreign Affairs, in this Act referred to as the "Minister", holds office during pleasure and has the management and direction of the Department in Canada and abroad.

(2) Le ministre occupe sa charge à titre amovible. Il assure, au Canada comme à l'étranger, la direction et la gestion du ministère.

Ministre

3. Section 3 of the French version of the Act is replaced by the following:

3. L'article 3 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de commerce international.

3. Est nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre du Commerce international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de commerce international.

Ministre du Commerce international

Ministre du Commerce international

4. Section 4 of the Act is replaced by the following:

Minister for International Cooperation

4. A Minister for International Cooperation may be appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure and to assist the Minister in carrying out the Minister's responsibilities relating to the conduct of Canada's international relations.

5. Sections 7 and 8 of the Act are replaced by the following:

Deputy head

7. The Governor in Council may appoint an officer called the Deputy Minister of Foreign Affairs to hold office during pleasure and to be the deputy head of the Department.

Additional deputy heads

8. (1) The Governor in Council may appoint three Associate Deputy Ministers of Foreign Affairs, each of whom shall have the rank and status of a deputy head of a department and shall, under the Deputy Minister of Foreign Affairs, exercise and perform such powers, duties and functions as deputies of the Minister and otherwise as the Minister may specify.

Deputy Ministers for International Trade and for Political Affairs

(2) The Governor in Council may designate one of the Associate Deputy Ministers appointed under subsection (1) to be Deputy Minister for International Trade and one to be Deputy Minister for Political Affairs.

6. Section 9 of the French version of the Act is replaced by the following:

Coordonnateur des Relations économiques internationales

9. Le gouverneur en conseil peut affecter un membre de l'administration publique fédérale au poste de coordonnateur des Relations économiques internationales, avec rang et statut d'administrateur général de ministère. Sous réserve des orientations données par le gouverneur en conseil, le coordonnateur exerce, à titre de représentant du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

7. (1) Subsection 10(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

Attributions

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou

4. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. Il peut être nommé à titre amovible, par commission sous le grand sceau, un ministre de la Coopération internationale, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de relations internationales.

5. Les articles 7 et 8 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

7. Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un sous-ministre des Affaires étrangères; celui-ci est l'administrateur général du ministère.

8. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer trois sous-ministres délégués aux Affaires étrangères, avec rang et statut d'administrateurs généraux de ministère. Placés sous l'autorité du sous-ministre des Affaires étrangères, ils exercent, à titre de représentants du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci leur attribue.

(2) Le gouverneur en conseil peut, parmi les sous-ministres délégués, désigner un sous-ministre du Commerce international et un sous-ministre des Affaires politiques.

6. L'article 9 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

9. Le gouverneur en conseil peut affecter un membre de l'administration publique fédérale au poste de coordonnateur des Relations économiques internationales, avec rang et statut d'administrateur général de ministère. Sous réserve des orientations données par le gouverneur en conseil, le coordonnateur exerce, à titre de représentant du ministre ou autre titre, les pouvoirs et fonctions que celui-ci lui attribue.

7. (1) Le paragraphe 10(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Les pouvoirs et fonctions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou

Ministre de la Coopération internationale

Administrateur général

Administrateurs généraux auxiliaires

Sous-ministres du Commerce international et des Affaires politiques

Coordonnateur des Relations économiques internationales

Attributions

organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Paragraphs 10(2)(d) and (e) of the French version of the Act are replaced by the following:

d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;

e) stimule le commerce international du Canada;

(3) Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The Minister may develop and carry out programs related to the Minister's powers, duties and functions for the promotion of Canada's interests abroad including:

(a) the fostering of the expansion of Canada's international trade and commerce; and

(b) the provision of assistance for developing countries.

8. The heading before section 12 of the French version of the Act is replaced by the following:

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

9. The portion of section 12 of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

12. Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

10. Section 14 of the Act and the heading before it are repealed.

TRANSITIONAL

11. (1) Any person who holds the office of Secretary of State for External Affairs, Under-Secretary of State for External Affairs or Associate Under-Secretary of State for External Affairs on the day on which this subsection comes into force is deemed to have been appointed Minister of Foreign Affairs, Deputy Minister of Foreign Affairs or Associate Deputy Minister of Foreign Affairs, as the case may be, from and after that day.

organismes fédéraux et liés à la conduite des affaires extérieures du Canada, notamment en matière de commerce international et de développement international.

(2) Les alinéas 10(2)d) et e) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) coordonne les relations économiques internationales du Canada;

e) stimule le commerce international du Canada;

(3) Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le ministre peut élaborer et mettre en oeuvre des programmes relevant de ses pouvoirs et fonctions en vue de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger, notamment :

a) de stimuler le commerce international du Canada;

b) d'aider les pays en voie de développement.

8. L'intertitre précédant l'article 12 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

9. Le passage de l'article 12 de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

12. Sous réserve de l'article 5, le ministre du Commerce international favorise le commerce international du Canada :

10. L'article 14 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

11. (1) Les personnes occupant, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les charges de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de sous-secrétaire d'État délégué aux Affaires extérieures sont réputées avoir été nommées à cette date ministre des Affaires étrangères, sous-ministre des Affaires étrangères et sous-ministre délégué aux Affaires étrangères, respectivement.

Programs

Programmes

Attributions

Attributions

Transitional

Nouveaux titres

Idem

(2) Any person who holds the office of Minister for International Trade (ministre du Commerce extérieur) or Deputy Minister for International Trade (sous-ministre du Commerce extérieur) on the day on which this subsection comes into force is deemed to have been appointed Minister for International Trade (ministre du Commerce international) or Deputy Minister for International Trade (sous-ministre du Commerce international), as the case may be, from and after that day.

(2) Les personnes occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, les charges de ministre du Commerce extérieur (Minister for International Trade) et de sous-ministre du Commerce extérieur (Deputy Minister for International Trade) sont réputées avoir été nommées à cette date ministre du Commerce international (Minister for International Trade) et sous-ministre du Commerce international (Deputy Minister for International Trade), respectivement.

Idem

Positions

12. Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee who, immediately before the coming into force of this Act, occupied a position in the Investment Development Division of Investment Canada or who performed duties and functions in connection with that Division except that the employee shall, on the coming into force of this Act, occupy their position in the Department of Foreign Affairs and International Trade under the authority of the Deputy Minister of Foreign Affairs.

12. La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, occupaient, au sein d'Investissement Canada, un poste à la Division du développement des investissements et des fonctionnaires qui exerçaient des fonctions liées à cette division, à la différence près qu'à compter de cette date, ils l'occupent au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, sous l'autorité du sous-ministre des Affaires étrangères.

Postes

RELATED AMENDMENTS

MODIFICATIONS CONNEXES

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

13. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

13. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

14. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "*Departments and Ministries of State*":

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

14. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Ministères et départements d'État* », de ce qui suit :

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

R.S., c. D-2

*Diplomatic Service (Special)
Superannuation Act*

*Loi sur la pension spéciale du service
diplomatique*

L.R., ch. D-2

15. The long title of the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act* is replaced by the following:

15. Le titre intégral de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique* est remplacé par ce qui suit :

An Act to provide superannuation benefits for senior appointees of the Department of Foreign Affairs and International Trade serving outside Canada

Loi prévoyant des prestations de pension pour les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en fonction à l'étranger

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

16. Schedule I to the *Financial Administration Act* is amended by striking out the following:

16. L'annexe I de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

17. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

17. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

1992, c. 1,
s. 72

18. Schedule I.1 to the Act is amended by striking out the reference in column II to the “Secretary of State for External Affairs” opposite the reference to the “Canadian International Development Agency” in column I and replacing it with a reference to the “Minister of Foreign Affairs”.

18. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la même loi, « Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures », en regard du secteur « Agence canadienne de développement international », à la colonne I, est remplacé par « Le ministre des Affaires étrangères ».

1992, ch. 1,
art. 721992, c. 1,
s. 72

19. Schedule I.1 to the French version of the Act is amended by striking out the reference in column II to “Le ministre du Commerce extérieur” opposite the reference to “Secrétariat de l'ALÉNA — Section canadienne” in column I and replacing it with a reference to “Le ministre du Commerce international”.

19. Dans la colonne II de l'annexe I.1 de la version française de la même loi, « Le ministre du Commerce extérieur », en regard de la mention « Secrétariat de l'ALÉNA — Section canadienne », à la colonne I, est remplacé par « Le ministre du Commerce international ».

1992, ch. 1,
art. 72

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. 21

20. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

20. L’annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l’intertitre « *Ministères et départements d’État* », de ce qui suit :

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

21. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Departments and Ministries of State*”:

21. L’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « *Ministères et départements d’État* », de ce qui suit :

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

22. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading “*Departments*”:

22. L’annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l’intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Department of External Affairs

Ministère des Affaires extérieures

Ministère des Affaires extérieures

Department of External Affairs

23. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Departments*”:

23. L’annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, sous l’intertitre « *Ministères* », de ce qui suit :

Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Department of Foreign Affairs and International Trade

R.S., c. S-3

Salaries Act

Loi sur les traitements

L.R., ch. S-3

1993, c. 12, s. 14(2)

24. (1) Section 4 of the *Salaries Act* is amended by striking out the following:

24. (1) L’article 4 de la *Loi sur les traitements* est modifié par suppression de ce qui suit :

The Secretary of State for External Affairs
..... 46,645

Le secrétaire d’État aux Affaires extérieures
..... 46 645

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following:

(2) L’article 4 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

The Minister of Foreign Affairs 46,645

Le ministre des Affaires étrangères 46 645

(3) Section 4 of the Act is amended by replacing the expression “The Minister for External Relations” with the expression “The Minister for International Cooperation”.

(3) Dans l’article 4 de la même loi, « Le ministre des Relations extérieures » est remplacé par « Le ministre de la Coopération internationale ».

(4) Section 4 of the French version of the Act is amended by replacing the expression “Le ministre du Commerce extérieur” with the expression “Le ministre du Commerce international”.

(4) Dans l’article 4 de la version française de la même loi, « Le ministre du Commerce extérieur » est remplacé par « Le ministre du Commerce international ».

REFERENCES

25. (1) The following provisions are amended by replacing the expression “Secretary of State for External Affairs” with the expression “Minister of Foreign Affairs”:

(a) paragraph 9(a) and section 32 of the *Asia-Pacific Foundation of Canada Act*;

(b) subsections 40(3), 47(1) to (3) and 58(2) of the *Canadian Environmental Assessment Act*;

(c) subsection 10(1) of the *Canadian Laws Offshore Application Act*;

(d) subsections 13(3) and 16(1) and paragraphs 16(3)(a), 17(1)(b) and 19(2)(b) of the *Canadian Security Intelligence Service Act*;

(e) paragraph 3(2)(c) of the *Citizenship Act*;

(f) paragraph 3(2)(c) and section 11 of the *Coasting Trade Act*;

(g) subsections 7(10) and (11) and 57(5) and paragraph 477.4(3)(b) of the *Criminal Code*;

(h) subsections 4(1) and 17(2) and section 39 of the *Cultural Property Export and Import Act*;

(i) subsection 59(2) of the *Customs Tariff*;

(j) subsection 68.3(2) of the *Excise Tax Act*;

(k) section 4 of the *Food and Agriculture Organization of the United Nations Act*;

(l) subsection 7(2) of the *Foreign Enlistment Act*;

(m) subsection 5(1) of the *Foreign Extraterritorial Measures Act*;

(n) subsection 2(3), section 4, subsection 5(2), section 6, subsection 10(2) and section 11 of the *Foreign Missions and International Organizations Act*;

NOUVELLE TERMINOLOGIE

25. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « secrétaire d’État aux Affaires extérieures » est remplacé par « ministre des Affaires étrangères » :

a) l’alinéa 9a) et l’article 32 de la *Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*;

b) les paragraphes 40(3), 47(1) à (3) et 58(2) de la *Loi canadienne sur l’évaluation environnementale*;

c) le paragraphe 10(1) de la *Loi sur l’application extracôtière des lois canadiennes*;

d) les paragraphes 13(3) et 16(1) et les alinéas 16(3)a), 17(1)b) et 19(2)b) de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*;

e) l’alinéa 3(2)c) de la *Loi sur la citoyenneté*;

f) l’alinéa 3(2)c) et l’article 11 de la *Loi sur le cabotage*;

g) les paragraphes 7(10) et (11) et 57(5) et l’alinéa 477.4(3)b) du *Code criminel*;

h) les paragraphes 4(1) et 17(2) et l’article 39 de la *Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels*;

i) le paragraphe 59(2) du *Tarif des douanes*;

j) le paragraphe 68.3(2) de la *Loi sur la taxe d’accise*;

k) l’article 4 de la *Loi sur l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture*;

l) le paragraphe 7(2) de la *Loi sur l’enrôlement à l’étranger*;

m) le paragraphe 5(1) de la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères*;

n) le paragraphe 2(3), l’article 4, le paragraphe 5(2), l’article 6, le paragraphe 10(2) et l’article 11 de la *Loi sur les*

- (o) paragraph 6(1)(b) and section 9 of the *Geneva Conventions Act*;
- (p) subsection 116(3) of the *Immigration Act*;
- (q) section 9 of the *International Boundary Waters Treaty Act*;
- (r) section 2 of the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, chapter 73 of the Statutes of Canada 1980-81-82-83;
- (s) section 3 of the *International Development (Financial Institutions) Assistance Act*, chapter I-18 of the Revised Statutes of Canada, 1985;
- (t) section 3 of the *Meat Import Act*;
- (u) section 17 of the *Motor Vehicle Transport Act, 1987*;
- (v) subsections 6(1), (2) and (6) of the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act*;
- (w) subsection 86(3) and section 156 of the *National Transportation Act, 1987*;
- (x) subsection 4(1) of the *Prohibition of International Air Services Act*;
- (y) the heading before section 4 and subsections 4(1) and (2) of the *Revolving Funds Act*;
- (z) paragraph 2(c) of the *Roosevelt Campobello International Park Commission Act*;
- (z.1) section 632.4 of the *Canada Shipping Act*, as enacted by section 82 of chapter 6 of the Third Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985;
- (z.2) subsection 6(1) of the *Special Economic Measures Act*;
- (z.3) subsection 14(1) and section 15 of the *State Immunity Act*; and
- (z.4) subsection 8(2) of the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act*.
- missions étrangères et les organisations internationales*;
- o) l'alinéa 6(1)b) et l'article 9 de la *Loi sur les conventions de Genève*;
- p) le paragraphe 116(3) de la *Loi sur l'immigration*;
- q) l'article 9 de la *Loi du traité des eaux limitrophes internationales*;
- r) l'article 2 de la *Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)*, chapitre 73 des Statuts du Canada 1980-81-82-83;
- s) l'article 3 de la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, chapitre I-18 des Lois révisées du Canada (1985);
- t) l'article 3 de la *Loi sur l'importation de la viande*;
- u) l'article 17 de la *Loi de 1987 sur les transports routiers*;
- v) les paragraphes 6(1), (2) et (6) de la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle*;
- w) le paragraphe 86(3) et l'article 156 de la *Loi de 1987 sur les transports nationaux*;
- x) le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'interdiction de services aériens internationaux*;
- y) l'intertitre précédant l'article 4 et les paragraphes 4(1) et (2) de la *Loi sur les fonds renouvelables*;
- z) l'alinéa 2c) de la *Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello*;
- z.1) l'article 632.4 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, dans sa version édictée par l'article 82 du chapitre 6 du troisième supplément des Lois révisées du Canada (1985);
- z.2) le paragraphe 6(1) de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*;
- z.3) le paragraphe 14(1) et l'article 15 de la *Loi sur l'immunité des États*;

		z.4) le paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada</i> .	
Idem	(2) Every reference to the Secretary of State for External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Minister of Foreign Affairs, unless the context otherwise requires.	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du secrétaire d'État aux Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre des Affaires étrangères.	Idem
References to Department of External Affairs	<p>26. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Department of External Affairs" with the expression "Department of Foreign Affairs and International Trade":</p> <p>(a) the definition "coordinating department" in subsection 2(1) of Schedule II to the <i>Canada Elections Act</i>;</p> <p>(b) section 26 of the <i>Export and Import Permits Act</i>; and</p> <p>(c) the definition "head of mission" in section 2 of the <i>Federal Real Property Act</i>.</p>	<p>26. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « ministère des Affaires extérieures » est remplacé par « ministère des Affaires étrangères et du Commerce international » :</p> <p>a) la définition de « ministère coordonnateur », au paragraphe 2(1) de l'annexe II de la <i>Loi électorale du Canada</i>;</p> <p>b) l'article 26 de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i>;</p> <p>c) la définition de « chef de mission », à l'article 2 de la <i>Loi sur les immeubles fédéraux</i>.</p>	Mentions du ministère des Affaires extérieures
Idem	(2) Every reference to the Department of External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Department of Foreign Affairs and International Trade, unless the context otherwise requires.	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministère des Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.	Idem
References to Under-Secretary of State for External Affairs	<p>27. (1) The following provisions are amended by replacing the expressions "Under-Secretary of State for External Affairs" and "Under Secretary of State for External Affairs" with the expression "Deputy Minister of Foreign Affairs":</p> <p>(a) paragraph (d) of the definition "veteran" in section 1 of Schedule II to the <i>Public Service Employment Act</i>; and</p> <p>(b) subsections 9(2) and (5) and 14(2) of the <i>State Immunity Act</i>.</p>	<p>27. (1) Dans les passages suivants des lois ci-après, « sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures » est remplacé par « sous-ministre des Affaires étrangères », avec les adaptations nécessaires :</p> <p>a) l'alinéa d) de la définition de « ancien combattant », à l'article 1 de l'annexe II de la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>;</p> <p>b) les paragraphes 9(2) et (5) et 14(2) de la <i>Loi sur l'immunité des États</i>.</p>	Mentions du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Idem	(2) Every reference to the Under-Secretary of State for External Affairs in any other Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a	(2) Dans les autres lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du sous-ministre des Affaires étrangères.	Idem

reference to the Deputy Minister of Foreign Affairs, unless the context otherwise requires.

References to
ministre du
Commerce
extérieur

28. Every reference to the ministre du Commerce extérieur in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the ministre du Commerce international, unless the context otherwise requires.

28. Dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministre du Commerce extérieur vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre du Commerce international.

Mentions
relatives au
ministre du
Commerce
extérieur

References to
Minister for
External
Relations

29. Every reference to the Minister for External Relations in any Act of Parliament or in any order, regulation or other instrument made under any Act of Parliament shall be read as a reference to the Minister for International Cooperation, unless the context otherwise requires.

29. Dans les lois fédérales ainsi que dans leurs textes d'application, la mention du ministre des Relations extérieures vaut mention, sauf indication contraire du contexte, du ministre de la Coopération internationale.

Mentions
relatives au
ministre des
Relations
extérieures

COMING INTO FORCE

Coming into
force

30. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

30. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur